

Suppression de la redevance : attaques groupées contre le financement et l'indépendance de l'Audiovisuel Public

Dans la lignée des prises de position des candidat(e)s Le Pen, Péresse et Zemmour qui avaient déjà annoncé leur intention de **supprimer la redevance, et de privatiser en partie ou totalement l'Audiovisuel Public**, le Président-candidat Macron a promis, s'il est réélu, de faire disparaître la Contribution à l'Audiovisuel Public (CAP).

La CAP, plus connue sous son ancien nom de redevance audiovisuelle, assure le financement des programmes de France Médias Monde, de Radio France, de France Télévisions, de l'Institut National de l'Audiovisuel, d'ARTE et de TV5 Monde. **Elle permet à l'Audiovisuel Public d'être un acteur majeur de l'écosystème audiovisuel et, en tant que taxe affectée et sanctuarisée, assure également l'indépendance économique et politique du service public de l'Audiovisuel en termes d'information et de diversité culturelle.**

A l'heure des grandes concentrations capitalistiques que connaît le secteur et alors que les démocraties sont de plus en plus confrontées aux menaces de désinformation, **supprimer la redevance c'est faire basculer le financement de l'Audiovisuel Public dans le budget général de l'État et le fragiliser en le livrant aux arbitrages et aux pressions politiques.**

Mis à mal sous la présidence Macron avec des diminutions permanentes de son budget, provoquant des plans de réduction d'emploi drastique dans l'ensemble des sociétés, **l'Audiovisuel Public doit avoir un financement pérenne et sanctuarisé, seule façon de lui garantir son indépendance et lui permettre de remplir ses missions de service public : informer, éduquer et distraire au service de toutes et tous les citoyen(ne)s.**

Plus que jamais avec l'actualité récente, **France Médias Monde se doit de continuer sa mission essentielle dans le monde entier** avec l'ensemble des salariés de RFI, France 24 et MCD, ainsi que son réseau de correspondants et ses filiales, pour offrir aux auditeurs, téléspectateurs et internautes une information ouverte sur le monde et sur sa diversité.

La CGT défend et défendra toujours le principe d'un financement public pérenne et sanctuarisé pour un Audiovisuel Public fort et indépendant pour lutter contre le fléau des fake-news.